

prix dans cette industrie. Celle-ci constitue un oligopole qui est probablement plus puissant au Canada que dans tous les autres pays, plus puissant en tout cas que nombre d'organismes fédéraux. Elle a majoré les prix comme nulle autre industrie dans une situation semblable d'oligopole. On peut dire sans exagérer que sa position dans notre économie est telle qu'elle peut virtuellement taxer ceux qui veulent acheter ces produits. A mon avis, les sociétés de ce genre devraient être réglementées par le gouvernement fédéral. Une façon de le faire serait de créer une commission de révision des prix ou quelque organisme semblable chargé des fonctions que j'ai indiquées.

Voyons maintenant ce que fait le gouvernement ou, plus précisément, le ministère de l'Industrie en matière de recherche et de développement. A l'échelon civil, les programmes du gouvernement pour l'avancement de la technologie industrielle sont sensiblement moins généreux que ceux des industries qui poursuivent le même but à l'échelon militaire. La part du gouvernement dans le programme pour l'avancement de la technologie industrielle et dans le nouveau programme à frais partagés pour le développement de la défense peut être évaluée à environ 50 p. 100 du coût. Du temps des anciens arrangements, les firmes étaient tenues de rembourser le prêt si l'entreprise était fructueuse, plus un taux d'intérêt concurrentiel. Lorsqu'il s'agit de programmes de recherche et de développement en vue de la défense, aucun remboursement n'est exigé.

D'après les nouveaux arrangements, une industrie de défense qui se lance dans un programme à caractère non militaire est admise à réclamer ce genre de subvention de défense. En d'autres termes, non seulement accordons-nous plus d'encouragements et de récompenses aux industries qui se tournent vers la production militaire, mais encore nous leur disons que si elles consentent à faire de la recherche et à étendre leurs activités dans le secteur militaire de l'économie plutôt que dans le secteur civil, nous leur fournirons encore plus d'argent. Cela ne sape-t-il pas entièrement le programme pour l'avancement de la technologie industrielle? Si les profits sont beaucoup plus grands lorsqu'il s'agit de recherche et de développement dans le domaine militaire, comment pourrions-nous jamais encourager sérieusement la recherche et le développement dans les secteurs non militaires de notre industrie? J'aimerais voir le ministre aborder cette question.

Selon un récent article de M. N.H. Lithwick, dans le *Journal of Canadian Studies*, la plupart des fonds de recherche et de dévelop-

pement assurés par les récents programmes du gouvernement servent à des fins militaires. Plus de 50 p. 100 des fonds de recherche et de développement fournis par l'État servent à des fins militaires. Les Canadiens devraient-ils en être fiers? Devraient-ils par exemple être fiers que le ministre ait dit, récemment, s'adressant aux membres de l'association des industries aéronautiques du Canada: «Vos intérêts sont les miens»?

Or le ministre sait fort bien que les gens à qui il s'adressait s'occupent surtout de recherche et de développement pour la défense. Je ne voudrais pas fausser le sens des paroles du ministre; je suis porté à croire qu'il n'était en quelque sorte pas conscient de leur portée. Mais en tant que Canadien, il me semble que notre pays court le risque de favoriser la création d'une élite industrielle de caractère militaire, non pas que nous voulions consciemment orienter perpétuellement notre économie vers la guerre, mais pour des motifs très humanitaires. Les firmes qui entreprennent ces travaux ont des millions de dollars à leur disposition, leurs employés gagnent des salaires très élevés, sur lesquels ils doivent compter, tout comme ils en viennent à s'intéresser aux travaux de recherche auxquels ils participent. Notre pays pourrait se trouver dans le même cas que les États-Unis, dont l'économie est dominée surtout par la production de matériel de guerre et des travaux de recherche militaire.

• (5.50 p.m.)

Feu le président Kennedy avait commenté ce genre de situation. En fait, un des principaux projets du secrétaire à la Défense, M. McNamara, s'il était demeuré à son poste, était de faire de son mieux pour soustraire les États-Unis à cette influence irrésistible exercée là-bas par les intérêts imbriqués de la recherche militaire et des établissements industriels. C'est le genre de recherche que nous semblons encourager au Canada grâce aux fonds de l'État. Plus de 50 p. 100 de ces fonds sont attribués à des recherches de ce genre. A mon avis, nous allons nous trouver, à la fin, exactement dans la même position que les États-Unis.

J'aimerais que le ministre essaie de traiter de cette question. Il va peut-être suggérer que mon insistance est hors de propos. Je l'espère. Au lieu de nous livrer à ce genre d'expansion de la recherche militaire, nous devrions, je pense, tirer notre épingle du jeu... (*Applaudissements*)... et nous procurer des armes, au besoin, sur le marché libre et concurrentiel. Je ne dis pas que nous devons nous retirer complètement du domaine de la défense; ce